



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/27  
12 août 1991

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et  
de la protection des minorités  
Quarante-troisième session  
Point 10 a) de l'ordre du jour provisoire

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME DES DETENUS

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE CAS DES PERSONNES SOUMISES  
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Déclaration écrite présentée par Human Rights Advocates, organisation  
non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est  
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et  
social.

[le 12 août 1991]

Liste récapitulative, établie par le Secrétaire général, des dispositions  
figurant dans les diverses normes de l'Organisation des Nations Unies  
relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice  
(E/CN.4/Sub.2/1991/26)

1. Le Statut de la Cour internationale de Justice des Nations Unies "fait partie intégrante" de la Charte des Nations Unies, selon son article 92. L'article 38 de ce Statut concerne : a) "les conventions internationales", b) "la coutume internationale"; c) "les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées".
  2. Ces principes généraux de droit ont souvent été au centre des préoccupations de la Cour internationale et, en matière de droits de l'homme, ont abouti à la reconnaissance juridique de la Déclaration universelle des droits de l'homme en tant qu'instrument important du droit coutumier international.
  3. Les deux paragraphes qui précèdent rappelleront au lecteur, premièrement que la Charte des Nations Unies elle-même est l'instrument suprême des Nations Unies en matière de droits de l'homme (voir par exemple les articles 55 et 76); et deuxièmement, que la Déclaration universelle est seulement un instrument des Nations Unies parmi plusieurs contenant des dispositions qui sont effectivement devenues des "principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées".
  4. Human Rights Advocates suggère que l'administration de la justice dans le monde sera affectée si les gouvernements portent des suppositions injustifiées que seules des normes impératives ("norms") des Nations Unies créent des obligations juridiques, alors que d'autres ("standards") n'ont pas besoin d'être observées. Cette idée semble se dégager notamment de la note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1991/25) concernant la création d'un groupe de travail dont la tâche, selon cette note, consiste à "enquêter sur les cas de détention imposée arbitrairement ou de toute autre manière incompatible avec les normes internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans les instruments de droit internationaux pertinents acceptés par les Etats concernés" (nous soulignons).
  5. Ce libellé implique que certaines normes des Nations Unies ("norms") à la différence d'autres ("standards") ne prennent effet que si elles sont "acceptées par les Etats concernés". Ce serait là une conclusion erronée, parce que les Etats sont également liés, évidemment, par le droit coutumier international, qui englobe des règles de la Déclaration universelle. De même, ce droit contient également de nombreuses clauses des pactes internationaux des Nations Unies qui, comme celles de la Déclaration universelle, sont devenues des normes impératives même pour les gouvernements qui n'ont pas encore "accepté" ces deux instruments.
-